



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°536 du 24 au 30 juillet 2025

PAIX ET RÉCONCILIATION
UN TEXTE AMBITIEUX

AFROBASKET FÉMININ 2025
LES AIGLES CONFIANTES



COOPÉRATION SÉCURITAIRE MALI - USA

UNE RELANCE EN GESTATION

Après des années de rupture, la coopération sécuritaire entre le Mali et les États-Unis connaît une relance progressive, marquée par des visites diplomatiques de haut niveau.

GRATUIT

Ne peut être vendu

KOWBEYE!



CHAQUE SAMEDI | 20H15

TM1

La télé qui vous allume !

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

ÉDITO

Le 3^{ème} pont ne doit plus être un lieu de mort

Le 3^{ème} pont de Bamako est en train de devenir le théâtre de tragédies répétitives. Le samedi 12 juillet 2025, le corps sans vie d'Aminata Traoré, une jeune femme d'une trentaine d'années, a été retrouvé dans le fleuve Niger, près de Moribabougou. Selon des témoins oculaires, elle s'était jetée dans l'eau depuis le pont. Comme elle, plusieurs autres personnes – hommes et femmes – ont mis fin à leurs jours au même endroit ces dernières années, dans l'indifférence générale. Depuis 2019, on dénombre au moins cinq cas similaires, documentés par la presse locale. À chaque fois, c'est le même scénario qui se répète, à savoir un geste désespéré, un corps retrouvé après des heures ou des jours de recherche, quelques articles, puis le silence. Rien n'a changé. Pas de barrières dissuasives, pas de caméras, pas de surveillance accrue. Comme si ces vies perdues ne pesaient pas assez pour susciter une réaction. Il est temps d'ouvrir les yeux. Ces suicides ne sont pas des faits divers isolés. Ils révèlent un mal profond, mêlant détresse psychologique, solitude et précarité. Ils révèlent aussi une défaillance collective, celle d'une société qui préfère détourner le regard plutôt qu'agir. Des solutions existent et sont applicables, comme installer des barrières anti-sauts, assurer une présence humaine sur le pont, créer une ligne d'écoute 24/7, former les policiers et les riverains à détecter les signes d'alerte, publier des enquêtes transparentes pour comprendre et prévenir. Chaque mort sur ce pont est une alerte. Il serait irresponsable d'attendre la prochaine pour se décider enfin à protéger les vivants. Le 3^{ème} pont ne doit plus être un lieu de mort. Il doit redevenir un simple chemin par lequel passer, pas celui de la fin.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

59 milliards

C'est le montant en francs CFA du projet de Formation, d'insertion et d'appui à l'entrepreneuriat des jeunes ruraux (FIER II) en cours d'exécution.

ILS ONT DIT...

• « Vous avez ici un projet finalisé qui prédispose la Charte à être un précieux guide pour une nation réconciliée avec elle-même, où les discriminations, les exclusions et le repli sur soi sont bannis à jamais ». **Ousmane Issoufi Maïga, Président de la Commission de rédaction de la Charte pour la paix et la réconciliation nationale**, le 22 juillet 2025.

• « Le Trésor public perd chaque année des milliards de francs CFA de recettes potentielles, notamment dans les grandes zones résidentielles, industrielles ou commerciales, à Bamako et dans les capitales régionales. Ces zones foncières sont en effet faiblement, voire pas du tout, fiscalisées ». **Mossadeck Bally, Président du Patronat malien**, le 23 juillet 2025.

RENDEZ-VOUS

26 juillet 2025 :

Concert Baba Salah, Casino, Bamako

26 juillet 2025 :

Mali - Soudan du Sud, Afrobasket féminin 2025, Côte d'Ivoire

31 juillet 2025 :

Grand Sumu, Palais de la Culture Amadou Hampâté Bah, Bamako

28 - 30 juillet 2025

Forum international sur la protection des données à caractère personnel, Lomé, Togo

UN JOUR, UNE DATE

26 juillet 1847 : le Libéria devient le premier État africain officiellement reconnu par les puissances occidentales.



L'arbitre Ousmane Diakhaté représente le Mali au CHAN 2025 coorganisé par le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, où les Aigles locaux seront absents.



Moussa Mara, ancien Premier ministre, a été empêché de voyager ce 21 juillet en direction du Sénégal, où il devait prendre part à une conférence sur la sécurité.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Remise du projet de charte nationale pour la paix et la réconciliation au président de la transition, le 22 juillet 2025 à Bamako.

COOPÉRATION SÉCURITAIRE : BAMAKO ET WASHINGTON AMORCENT UNE NOUVELLE RELANCE

Après des années de rupture, la coopération sécuritaire entre le Mali et les États-Unis connaît une relance progressive, marquée par des visites diplomatiques de haut niveau. Au-delà du symbole politique, cette reprise soulève d'importants enjeux sécuritaires et stratégiques pour Bamako, qui cherche à diversifier ses partenariats dans la lutte contre le terrorisme.

MOHAMED KENOUVI

La coopération militaire entre le Mali et les États-Unis reprend vie après plus de quatre années de gel. Entre réunions diplomatiques, séances de travail sécuritaires et engagements mutuels affichés, les signes d'un rapprochement se multiplient. Washington affiche sa volonté de redevenir un acteur sécuritaire clé au Sahel, dans un contexte de concurrence géopolitique accrue, tandis que les autorités maliennes semblent prêtes à réactiver un partenariat jadis structurant. Ce retour intervient alors que l'armée malienne est engagée sur plusieurs fronts contre les groupes terroristes qui continuent de mener des attaques dans différentes régions du pays. À travers cette relance, le Mali pourrait renforcer ses capacités opérationnelles et techniques, tout en diversifiant ses partenariats stratégiques pour affronter la complexité de la crise sécuritaire.

Un retour américain qui se précise Ce mois de juillet 2025 marque un tournant significatif dans la coopération sécuritaire entre le Mali et les États-Unis, avec deux visites diplomatiques majeures traduisant un réchauffement des relations entre les deux pays. Le 8 juillet, lors de la célébration du 249^{ème} anniversaire de l'indépendance américaine à l'ambassade des États-Unis à Bamako, le ministre des Affaires étrangères, Abdoulaye Diop, a salué cette dynamique naissante. Il a estimé que ces visites de haut niveau constituaient « un signal pour un renouveau du dialogue politique, fondé

sur le réalisme, le pragmatisme et les intérêts mutuels ». Dans cette perspective, la visite du 9 juillet de Rudy Atallah, Directeur adjoint principal de la lutte contre le terrorisme au Conseil de sécurité nationale de la Maison Blanche, a posé un acte fort. Accompagné de l'Ambassadrice des États-Unis au Mali, Mme Rachna Korhonen, il a tenu une séance de travail avec les ministres maliens des Affaires étrangères et de la Sécurité. Cette mission visait à « s'imprégner des réalités maliennes » et à relancer la coopération bilatérale sur des bases renouvelées. Plusieurs points ont été abordés, notamment la reprise en main de la sécurité nationale par les autorités de la Transition, le renforcement des capacités opérationnelles de l'armée, la prise en compte de la Confédération AES dans la lutte antiterroriste, ainsi que la nécessité d'une action sincère



Abdoulaye Diop recevant le Sous-Secrétaire d'Etat américain et l'Ambassadrice des Etats-unis au Mali, le 21 juillet 2025.

opportunités de coopération économique et sécuritaire, ainsi que l'amélioration du climat des affaires au Mali. Les deux parties ont souligné leur convergence de vues sur des questions stratégiques, notamment la lutte contre les groupes armés terroristes et la promotion des intérêts mutuels dans le respect de la souveraineté. Plus tôt, en février dernier, une rencontre avait eu lieu à Bamako entre des officiers maliens et des officiers américains, représentants de l'US Africa Command.

cains, particulièrement précieux pour le suivi des déplacements terroristes transfrontaliers, la remise à niveau des systèmes de communication sécurisés de l'armée malienne, la formation d'officiers supérieurs à la planification stratégique et aux opérations combinées, ainsi qu'un appui à la sécurisation des frontières — domaine dans lequel les États-Unis disposent d'une expertise régionale avérée. Par ailleurs, selon une analyse du Centre Awdagust d'Études Régionales, un institut de recherche indépendant spécialisé

REPÈRES

2021 :

Après le coup d'Etat du 21 mai, les États-Unis suspendent leur coopération militaire avec le Mali

9 juillet 2025 :

Visite de Rudy Atallah, Directeur adjoint principal de la lutte contre le terrorisme au Conseil de sécurité nationale américain.

21 juillet 2025 :

Visite de William Stevens, Sous-Secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique de l'Ouest.

lance pragmatique élargit ses marges de manœuvre : tout en consolidant ses liens stratégiques avec Moscou et Ankara, le Mali cherche à diversifier ses partenariats afin d'éviter toute dépendance exclusive et bénéficier des expertises américaines en matière de renseignement et de logistique », avance l'institut. La note d'analyse du Centre Awdagust souligne également que, bien que le Mali ait bénéficié du soutien russe et ait étendu ses collaborations avec la Turquie, le gouvernement de transition est conscient que les États-Unis

possèdent des capacités techniques et de renseignement « difficiles à compenser ». Enfin, au plan symbolique, la relance de la coopération américaine consolidera la légitimité internationale du Mali après des années d'isolement partiel. Elle pourrait même faciliter un retour progressif des financements multilatéraux conditionnés à un cadre sécuritaire stable.

Vers un équilibre incertain ?

Dans un contexte où la Russie est devenue depuis 2021 un allié stratégique central du Mali — avec la livraison d'avions de combat Sukhoï, de blindés et le déploiement massif de formateurs militaires — la relance de la coopération sécuritaire américaine pose la question de la compatibilité entre ces deux appuis stratégiques. D'un point de vue strictement militaire, la cohabitation pourrait être bénéfique si elle est bien coordonnée, estiment certains analystes. Les Russes assureraient l'appui direct au sol et l'armement lourd, tandis que les Américains apporteraient la logistique, la formation ciblée et le renseignement stratégique, domaine où leur expertise est reconnue. Toutefois, au plan géopolitique, Washington est très critique vis-à-vis de la présence russe en Afrique de l'Ouest, qu'elle considère comme une menace pour ses intérêts et ceux de ses alliés européens. « Pour le Mali, l'enjeu sera d'éviter que cette rivalité ne vienne parasiter sa stratégie sécuritaire. Une coopération équilibrée nécessitera une diplomatie agile afin de préserver l'appui de chaque puissance sans être perçu comme un terrain d'affrontement géopolitique », souligne Dramane Diarra, expert en relations internationales et géopolitique.

Un historique dense de coopération sécuritaire Avant la rupture de 2021, les États-Unis entretenaient avec le

Mali une coopération militaire et sécuritaire étroite. Après la chute du régime dictatorial en 1991, Washington avait progressivement accru son appui à Bamako, notamment à travers la formation d'officiers maliens dans les académies militaires américaines et la fourniture de matériels logistiques. Entre 2002 et 2012, la coopération s'est intensifiée dans le cadre de l'Initiative Pan-Sahel, puis du Trans-Saharan Counterterrorism Partnership (TSCTP), un vaste programme américain visant à renforcer les capacités antiterroristes des pays du Sahel et du Maghreb. Les États-Unis ont ainsi formé des unités spéciales maliennes, fourni des véhicules blindés légers, financé l'équipement en communication sécurisée et renforcé les structures de renseignement militaire. Après la crise sécuritaire de 2012, consécutive à l'occupation du nord du Mali par les groupes terroristes, l'appui américain s'est réorienté vers la stabilisation et la reconstruction des capacités de l'armée malienne. Le Mali bénéficiait également d'aides budgétaires destinées à l'armée, ainsi que de formations sur la lutte contre les engins explosifs improvisés et la sécurisation des zones rurales vulnérables. Cependant, après le renversement de la Transition dirigée par le Colonel-major Bah N'daw en mai 2021, Washington avait décidé de suspendre toute assistance militaire directe, conformément à ses lois interdisant de coopérer avec des régimes issus de putschs jusqu'au retour à un ordre constitutionnel normal.

Alors que Bamako et Washington s'engagent dans ce nouveau chapitre de coopération sécuritaire, l'avenir dépendra de leur capacité à naviguer avec finesse entre ambitions stratégiques et réalités politiques, dans un Sahel où chaque alliance pèse lourd et où la stabilité reste fragile. ■

3 QUESTIONS À



ALEXIS KALAMBRY

Journaliste et analyste politique

1 Comment comprendre le nouveau rapprochement sécuritaire entre le Mali et les États-Unis ?

La question sécuritaire déborde du Sahel. Le terrorisme n'est pas venu du Sahel, mais est en train de partir du Sahel pour gangrener d'autres zones et s'étendre au Golfe de Guinée et ailleurs. Je pense que ce sont des raisons qui font que ceux qui nous avaient abandonnés à notre sort, notamment les Américains, reviennent pour s'impliquer, coopérer et surtout pour nous aider.

2 En quoi la relance de cette coopération sécuritaire peut-elle être bénéfique au Mali dans la lutte contre le terrorisme ?

Quoi qu'on pense des États-Unis, ce sont les meilleurs en renseignement et en logistique. Donc, si jamais les États-Unis décident de nous aider sincèrement, je pense que sur le plan des renseignements ils peuvent avoir un impact. En plus, les États-Unis connaissent et entretiennent souvent des rapports avec les mentors et les commanditaires de ces terroristes et ce n'est pas non plus une piste à négliger.

3 L'appui sécuritaire américain au Mali pourrait-il avoir un impact sur les relations stratégiques entre le Mali et la Russie ?

Je ne pense pas. Le Mali, en traçant sa nouvelle ligne de coopération, n'a pas mis d'exclusivité. Il a posé des principes, notamment le respect de la souveraineté et des choix du pays. Coopérer donc avec les États-Unis n'exclut pas une coopération avec la Russie et n'indique pas une détérioration des relations avec cette dernière.

En plus de renforcer les capacités maliennes face aux organisations extrémistes, les États-Unis cherchent à rétablir une présence de leur renseignement dans le Sahel central après leur retrait du Niger, tout en contrecarrant l'influence russe à Bamako sans confrontation directe avec Moscou.

et globale contre le terrorisme. Ce rapprochement s'est consolidé avec la visite le 21 juillet de William Stevens, Sous-Secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique de l'Ouest et Envoyé spécial au Sahel. Reçu à Bamako par le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop, il a insisté sur la vision du Président Trump « de travailler avec les pays amis » et a évoqué les

Enjeux stratégiques La relance progressive de la coopération sécuritaire entre le Mali et les États-Unis soulève plusieurs enjeux majeurs. Sur le plan opérationnel, l'armée malienne reste confrontée à la résistance des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique. Le retour américain pourrait se traduire par un accès aux renseignements satellitaires et aux drones de surveillance améri-

dans l'analyse des dynamiques géopolitiques au Sahel et au Maghreb, en plus de renforcer les capacités maliennes face aux organisations extrémistes, les États-Unis cherchent à rétablir une présence de leur renseignement dans le Sahel central après leur retrait du Niger, tout en contrecarrant l'influence russe à Bamako sans confrontation directe avec Moscou. « Pour Bamako, cette re-

RELATIONS MILITAIRES ET SÉCURITAIRES MALI - ÉTATS-UNIS

Le Mali et les Etats-Unis entretiennent une coopération sécuritaire depuis l'indépendance en 1960. Cette relation entre les deux pays, a connu plusieurs phases.

1

HISTORIQUE DES RELATIONS

1960 : Début des relations militaires à l'indépendance du Mali,

2002 : Lancement de la Pan-Sahel Initiative (PSI),

2005 : Création de la Trans-Sahara Counterterrorism Partnership (TSCTP),

2002-2012 : Aide américaine estimée à 600 M USD, formation d'officiers maliens, équipements et soutien logistique,

2010 : Assistance annuelle d'environ 150 M USD.

4

CONTEXTE RÉGIONAL

Retrait français (2022) et arrivée des paramilitaires russes dès 2021,

Déstabilisation régionale : coup d'État au Burkina Faso en septembre 2022 et au Niger en juillet 2023, insécurité croissante.

2

BÉNÉFICES DE LA COOPÉRATION POUR LE MALI

Formation d'officiers maliens dans les académies militaires américaines,

Formation des unités spéciales maliennes,

Fourniture de matériels logistiques,

Fourniture des véhicules blindés légers,

Financement de l'équipement en communication sécurisée,

Renforcement de structures de renseignement militaire.

3

RUPTURES ET SANCTIONS

22 mars 2012 : Coup d'État = suspension de 137 M USD d'aide militaire,

2012 : Seuls 33 M USD d'aide humanitaire maintenus,

18 août 2020 & 24 mai 2021 : Nouveaux coups d'État = suspension de 14 M USD d'assistance,

Attaques terroristes multipliées : de 63 incidents en 2012 à 700 en 2019, 4 000 victimes civiles en 2019.

5

REPRISE PROGRESSIVE

23 février 2024 : Rencontre entre une délégation américaine conduite par l'ambassadrice Rachna Korhonen et le Chef d'Etat major général des armées du Mali,

Janvier 2025 : Reprise ciblée de la coopération

Février & avril 2025 : Sessions DIILS à Bamako = formation de 60 officiers sur le droit des conflits armés et droits humains,

15 mars 2025 : Rencontre de haut niveau entre l'ambassadrice américaine et le ministre malien de la Défense,

9 juillet 2025 : Visite au Mali de Rudy Atallah, Directeur adjoint principal de la lutte contre le terrorisme au Conseil de Sécurité nationale à la Maison Blanche,

21 juillet 2025 : Le Sous-secrétaire d'État adjoint américain pour l'Afrique de l'Ouest et Envoyé spécial au Sahel, Williams Stevens, en visite au Mali a été reçu par le ministre Abdoulaye Diop,

Budget 2025 : **1,2 M USD.**



Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali



PAIX ET RÉCONCILIATION : UN TEXTE AMBITIEUX FACE À LA RÉALITÉ DU TERRAIN

Officiellement remise au Président de la Transition le 22 juillet 2025 à Bamako, la Charte nationale pour la paix et la réconciliation incarne l'espoir d'un Mali souverain, uni et apaisé. Fruit d'un an et demi de consultations nationales et de contributions de la diaspora, elle entend restaurer la cohésion sociale et la confiance entre l'État et les citoyens. Mais, derrière la solennité, la question de son adoption et de sa mise en œuvre reste posée.

MASSIRÉ DIOP

Le mardi 22 juillet 2025, au Centre international de conférences de Bamako (CICB), le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, a reçu des mains d'Ousmane Issoufi Maïga, Président de la Commission de rédaction, le projet de Charte nationale pour la paix et la réconciliation. Ce document structurant comprend 16 titres et 106 articles. La cérémonie, en présence des corps constitués, des forces vives, de la diaspora et du public, a mêlé solennité et symboles, puisqu'elle a été marquée par des ballets aux couleurs de la paix, des chants patriotiques et des hommages aux efforts collectifs. Les journées de restitution des 20, 21 et 22 juillet ont permis d'amender et de valider le texte avant sa remise. À cette occasion, le CICB a même été symboliquement rebaptisé « Centre international de la paix ».



Cérémonie de remise officielle de la **Charte pour la paix** au Général Assimi Goïta le 22 juillet 2025.

d'une histoire millénaire » et le texte appelle à une gestion transparente des ressources et à la réhabilitation de la confiance entre l'administration et la population. Pour Ousmane Issoufi Maïga, la Charte est « le témoignage d'une promesse populaire », et selon le Président Assimi Goïta, elle exprime « le rêve collectif d'un Mali réconcilié », tout en marquant « la souveraineté retrouvée du pays ».

tion doit passer par le Conseil national de Transition (CNT), avant une promulgation présidentielle, mais plusieurs voix réclament un référendum pour valider le texte. Aucun calendrier officiel n'a été communiqué sur cette possibilité. La Charte est aussi floue sur ses mécanismes de mise en œuvre. Elle proclame des principes, mais sans calendrier ni mesures précises pour les réaliser. Certains juristes estiment également qu'elle fait double emploi avec la Constitution ou l'Accord d'Alger, aujourd'hui caduc. La remise de la Charte intervient dans un climat tendu. La dissolution des partis politiques en juin 2025 a renforcé le contrôle central de la Transition, mais aussi nourri des contestations. Dans le nord, la reprise des hostilités par le Front de libération de l'Azawad (FLA) et l'intensification des combats contre les groupes armés compliquent la perspective de réconciliation. Le choix d'une approche exclusivement militaire contre les groupes qualifiés de terroristes, alors que des voix locales plaident pour des discussions avec certains chefs maliens, semble en contradiction avec l'esprit de la Charte, qui appelle à des solutions endogènes et inclusives.

Il faut désormais un plan d'action concret pour que la Charte dépasse le symbole et devienne la base d'une véritable politique de réconciliation et de développement.

Des valeurs fortes Dans son contenu, la Charte fixe des objectifs ambitieux, tels que la restauration de la paix, la justice, la cohésion sociale, la souveraineté et la lutte contre la corruption et l'impunité. Elle insiste sur la jeunesse comme moteur de l'avenir, sur le rôle des médias dans la guerre informationnelle et sur la nécessité d'utiliser les mécanismes endogènes de règlement des conflits en plus des institutions modernes. Le préambule célèbre « la fierté d'être les héritiers

Critiques et des défis Si la Charte cristallise des espoirs, elle suscite également des réserves. D'abord sur la méthode. Malgré les consultations régionales et avec la diaspora, certains acteurs politiques et de la société civile jugent le processus trop contrôlé et fermé aux critiques. Certains ont souligné le manque de débat public élargi et l'absence d'implication de certains partis, dissous en juin 2025. Ensuite, la légitimité populaire est interrogée. Certes, l'adop-

EN BREF

LA CIJ RECONNAÎT LE CLIMAT COMME UN DROIT HUMAIN

La Cour internationale de justice (CIJ) a rendu le 23 juillet 2025 un avis consultatif historique. Désormais, les États ont l'obligation légale — même non contraignante — de protéger le système climatique, reconnu comme droit humain fondamental. Le document unanime des 15 juges qualifie le changement climatique de « menace urgente et existentielle » et ouvre la voie à la responsabilité juridique des États, notamment à travers des réparations financières. La CIJ inscrit cette obligation dans le droit international, au-delà des traités environnementaux, en s'appuyant sur les principes des droits humains et la Charte de l'ONU. Selon l'avis, les pays riches, pollueurs historiques, doivent également participer à l'effort mondial et peuvent être tenus pour responsables pour préjudices causés. Même consultatif, cet avis de plus de 500 pages est qualifié de jalon juridique. Il légitime d'ores et déjà des recours devant les tribunaux, renforce la pression politique, et offre un cadre pour le climat et la justice environnementale avant la COP30. ■

Une étape cruciale mais inachevée Le texte constitue néanmoins un jalon historique. Il synthétise les aspirations des Maliens à la paix et à la justice, mais la confiance et l'adhésion populaire restent à conquérir. Les autorités ont annoncé une campagne nationale de vulgarisation et la traduction du texte en langues nationales pour faciliter son appropriation.

Il faut désormais un plan d'action concret pour que la Charte dépasse le symbole et devienne la base d'une véritable politique de réconciliation et de développement. Comme l'a dit le Président Goïta, « les épreuves traversées doivent constituer le ciment de notre unité ». Encore faut-il traduire cet espoir en actes. ■



Protégez votre réseau grâce à nos **solutions** assurées.



20 28 00 00
www.afribone.com



SAMAC : BAMAKO CAPITALE DE L'ARCHITECTURE DURABLE ET INNOVANTE

Le Salon Malien de l'Architecture et de la Construction (SAMAC) ouvre sa première édition à Bamako du 31 juillet au 3 août 2025. Dans un pays confronté à une urbanisation rapide, un déficit de logements massifs et une pression foncière croissante, il veut être un rendez-vous économique majeur pour repenser le secteur du bâtiment.

MASSIRÉ DIOP

Le secteur de la construction contribue significativement à la création d'emplois et représente une part importante des investissements privés dans le pays. Le Salon Malien de l'Architecture et de la Construction se tiendra au Centre International de Conférences de Bamako, sous le haut patronage du Général Assimi Goïta. L'événement, initié par l'Ordre des Architectes du Mali, fondé en 1989 et réunissant aujourd'hui 250 membres, prévoit la participation d'environ 2 000 visiteurs et 30 exposants, dont des architectes, urbanistes, ingénieurs et décideurs économiques. Le thème choisi, « Habitat durable, culture et innovation », illustre la volonté de positionner l'architecture comme un moteur de développement économique et social. Avec 47% de la population vivant en milieu urbain et une croissance urbaine estimée à 4,7% par an, la demande en logements et infrastructures ne cesse de croître. Selon le ministère de l'Habitat et le CAHF (centre d'analyse sur le logement abordable en Afrique), le déficit en logements atteindra environ 1,5 million d'unités dans les cinq



Le SAMAC débute le 31 juillet 2025.

prochaines années. Pourtant, le coût du foncier reste prohibitif, représentant parfois jusqu'à 50% du coût final d'une maison et le prix d'un sac de ciment dépasse les 6 000 francs CFA, alourdissant la facture pour les ménages. Cette pénurie alimente la croissance des quartiers informels, fragilise la cohésion sociale et pèse sur les finances publiques, contraintes d'intervenir en urgence.

Proportion de Maliens vivant en ville : 47%

Déficit de logements attendu d'ici cinq ans : 1,5 million

Fonds mobilisés en 2024 par la CRRH-UEMOA pour le logement social :

340 milliards FCFA

Impact environnemental Face à ces défis, le SAMAC valorise les innovations locales, écologiques et résilientes. En 2024, près de 30% des constructions neuves incorporaient déjà des matériaux locaux et des techniques traditionnelles pour

réduire leur impact environnemental et leur coût. Ces approches locales permettent aussi de limiter l'importation de matériaux coûteux, réduisent l'empreinte carbone des constructions et favorisent l'économie circulaire. Cependant, 41,9% des foyers urbains vivaient encore dans des conditions précaires la même année, traduisant l'ampleur du chemin à parcourir. Le salon ambitionne aussi de dynamiser davantage les partenariats régionaux, notamment avec l'AES et l'UEMOA. En 2024, la CRRH-UEMOA (institution régionale qui refinance les prêts immobiliers dans l'UEMOA pour soutenir le logement social) a mobilisé plus de 340 milliards de francs CFA pour soutenir le logement social, démontrant l'importance économique d'un secteur qui génère des milliers d'emplois et structure durablement les villes. ■

EN BREF

CEDEAO : L'AES BIEN-TÔT MEMBRE DU GIABA

Au cours d'une rencontre organisée le 19 juillet 2025 à Accra, le Comité ministériel du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest a approuvé l'intégration du Mali, du Niger et du Burkina Faso en tant que membres associés, bien qu'ils aient quitté la CEDEAO. Créé en 2000, le GIABA est une institution spécialisée de la CEDEAO. Sa mission est de promouvoir la mise en œuvre effective de mesures pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Il aide les États à renforcer leurs systèmes financiers, à prévenir les flux illicites et à améliorer la transparence économique. En 2024, le GIABA avait recensé plus de 50 cas de cyberfraudes majeures dans la région et produit des recommandations techniques pour les États membres. Cette adhésion permet aux pays de l'AES de conserver un accès aux mécanismes régionaux de conformité, essentiels pour préserver la confiance des investisseurs et éviter des sanctions internationales. Cela contribuera à la stabilité des transactions financières transfrontalières, tout en maintenant une bonne coopération. ■

Anw ka chauffeur Un service innovant pour les déplacements

La circulation à Bamako est souvent chaotique, au point de décourager les plus téméraires. Cette réalité pousse de nombreux habitants à faire appel à des taxis ou moto-taxis pour leurs déplacements quotidiens : aller au travail, conduire les enfants à l'école, faire des courses... Pourtant, recruter un chauffeur personnel reste peu courant, la confiance étant difficile à accorder à un inconnu.

C'est face à ce constat que Diarra Modibo Kane, entouré de son équipe, a décidé de lancer Anw ka chauffeur. L'objectif est de créer un service innovant, à mi-chemin entre Uber et le chauffeur personnel, tout en mettant l'accent sur la fiabilité et la sécurité. « Nous voulons être une alternative sérieuse, adaptée à notre contexte malien », explique-t-il. Installée dans un petit appartement du quartier du Golfe à Bamako, la jeune équipe travaille sans relâche. Co-fondateur du projet, Aboubacar Traoré souligne leur motivation commune : « nous avons tous connu les galères

de transport ici. Ce projet, c'est notre manière d'apporter une solution concrète ». Mais comment garantir la confiance envers les chauffeurs ? Sinaly Théra, responsable RH, apporte un élément clé : « le processus de recrutement est strict. Nous vérifions les antécédents, évaluons la conduite et formons les candidats au service client ». Un pari qui semble payant. « Les premiers retours sont très positifs », affirme fièrement le fondateur. Dans un secteur aussi stratégique que celui du transport, les opportunités sont grandes, mais la concurrence aussi. Pour Diarra Modibo



«Anw Ka Chauffeur», un service qui facilite le déplacement à Bamako.

Kane, c'est surtout une invitation aux jeunes à se lancer dans l'entrepreneuriat : « ce domaine peut réellement contribuer au développement économique du pays ». Guidée par l'adage « seul on va plus vite, ensemble on va

plus loin », l'équipe de Anw ka chauffeur poursuit son chemin avec passion et ambition. Bon vent à cette initiative 100% malienne. ■

IBRAHIM BABY

Agriculture : La production mondiale de céréales en baisse

Le Conseil international des céréales (CIC) a livré ses dernières prévisions pour la campagne agricole mondiale 2025 - 2026. Malgré une légère révision à la baisse, la production mondiale de céréales (hors riz) devrait atteindre 2 376 millions de tonnes (Mt), contre 2 377 Mt dans les estimations de juin. Cette performance, malgré la révision à la baisse, confirme la capacité des filières

à répondre à une demande mondiale toujours plus forte et à maintenir un niveau de production proche des records historiques. Ce recul, modeste, est dû à des ajustements sur les volumes d'orge et de sorgho. Dans le détail, la production mondiale de blé reste stable à 808 Mt, tandis que celle de soja est confirmée à 428 Mt, portée par des récoltes abondantes dans l'hémisphère

sud. La consommation mondiale est quant à elle revue à la hausse, tirée notamment par une demande supplémentaire de maïs estimée à +3 Mt. Cette évolution pèse sur les stocks mondiaux de fin de campagne, attendus à 582 Mt, contre 586 Mt dans les prévisions précédentes. Pour le blé seul, les stocks devraient atteindre 265 Mt, en recul d'environ un million de tonnes.

Ces données confirment la solidité des productions agricoles mondiales, mais illustrent aussi la pression d'une demande soutenue. Si les niveaux de stocks restent historiquement élevés, cette légère baisse rappelle la nécessité de vigilance face aux aléas climatiques et aux tensions sur les marchés. La campagne 2025 - 2026 s'annonce donc record en volumes, mais reste sous surveillance. ■



DÉVELOPPEMENT HUMAIN : L'IA COMME FACTEUR DE PROGRÈS

Le Mali a conjointement lancé, le 17 juillet 2025, le Rapport mondial et le Rapport national sur le Développement humain. En collaboration avec le PNUD, le Rapport national sur le Développement durable (RNDH), intitulé « Impact de la digitalisation des soins de santé sur la couverture sanitaire universelle au Mali », explore les progrès technologiques et leur apport pour l'atteinte des objectifs de l'Agenda 2063.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Lancement du **Rapport national sur le développement humain** le 17 juillet 2025 à Bamako.

L'étude sur la digitalisation des soins de santé au Mali entend s'approprier les possibilités de ces nouveaux outils pour l'avenir. L'objectif est d'analyser les potentialités institutionnelles actuelles et les outils numériques, tout en tenant compte des réalités locales. Pour le Secrétaire général du ministère de la Santé, ces deux rapports « constituent des instruments de sensibilisation et de plaidoyer à l'intention de différents publics cibles ». Le Rapport mondial sur le Développement humain explore les transformations induites par l'Intelligence Artificielle, analyse la manière dont cette technologie redéfinit le développement humain et aborde les opportunités ainsi que les risques de l'IA. Quant au RNDH 2025, il s'inscrit dans cette dynamique de digitalisation et dans l'ère de

l'Intelligence Artificielle. Selon le Secrétaire général du ministère de la Santé, l'analyse menée à cet effet révèle des tendances significatives liées à l'adoption de la digitalisation des soins au Mali. Environ 65,9% des répondants à cette étude indiquent que la digitalisation est principalement mise à profit pour renforcer les Systèmes d'information sanitaires (SIS).

Si la digitalisation des soins offre plusieurs options pour l'accès à la santé au Mali, elle comporte des défis importants pour lesquels les efforts d'anticipation sont nécessaires.

Transformations lentes Si la digitalisation des soins offre plusieurs options pour l'accès à la santé au Mali, elle comporte des défis importants

pour lesquels des efforts d'anticipation sont nécessaires afin d'en tirer un meilleur parti. Le Rapport mondial met l'accent sur les opportunités, mais aussi sur les risques liés à l'utilisation de l'IA. C'est pourquoi il évoque la liberté de choix pour une mobilisation éthique de ces progrès. Le RDH 2025 note un ralentissement des progrès dans les domaines de la santé, de l'éducation et du niveau de vie. Si ce rythme devient la norme, « les objectifs de développement pourraient être retardés de plusieurs décennies », s'alarme le PNUD.

Au-delà de ces progrès lents, le rapport souligne l'aggravation des inégalités entre pays riches et pays pauvres. Il prône une approche de l'IA centrée sur l'humain pour redéfinir les approches sur le développement. Dans les pays à IDH faible ou moyen, 70% des personnes sondées attendent

que l'IA augmente leur productivité et s'approprient à utiliser cette technologie dans la santé, l'éducation ou le travail au cours de l'année à venir. ■

EN BREF

DO KAYIDARA : UN CAMP DE JEUNES POUR SE RESSOURCER



Le Centre de formation multipolaire Do Kayidara organise le camp de jeunes Malidenya pour permettre aux jeunes de s'imprégner de la culture malienne afin de participer pleinement à la construction de la société. Fidèle à son engagement, le Centre Do Kayidara a initié ce camp pour les jeunes âgés de 10 à 20 ans. L'objectif est de « permettre aux jeunes / adolescent(e)s qui y participent de s'instruire, de se cultiver, de se distraire, de s'informer et de se former », expliquent les initiateurs. Ils seront formés à la pratique du Yèrèdon (Connaissance de Soi) et du Fasodennyumanya (Engagement citoyen), ainsi qu'à l'exercice des responsabilités conférées à eux / elles par leurs parents et par la société, dans le cadre de Duba (Grande Famille). Le camp s'inscrit à la fois dans l'ancrage des valeurs fondatrices de la société malienne, de la validation de ses savoirs endogènes, de la promotion du modèle de Grande Famille et de la consolidation de la paix. En cette période critique de l'évolution de la société malienne, le Centre Do Kayidara entend inculquer aux jeunes, souvent sans repères, des valeurs cardinales essentielles à leur épanouissement et la reconstruction d'une société qui cherche ses repères. Programmé du 11 au 16 août 2025 à Siby, le camp se tiendra à 40 km de la ville de Bamako, dans une localité chargée d'histoire et symbolisant des étapes cruciales de l'épopée mandingue. ■

AES - UA : LA MÉDIATION AFRICAINE À L'ÉPREUVE D'UNE SUSPENSION PROLONGÉE

La nomination de l'ancien Président burundais Évariste Ndayishimiye comme envoyé spécial de l'Union africaine pour le Sahel intervient dans un contexte où les trois États de l'Alliance des États du Sahel (AES) prolongent leurs transitions militaires de cinq ans. Cette situation inédite met à l'épreuve les mécanismes institutionnels et la capacité de médiation de l'organisation continentale.

MASSIRÉ DIOP



Evariste Ndayishimiye est le nouvel envoyé spécial de l'Union africaine pour le Sahel.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger, membres de l'AES, sont suspendus des instances de l'Union africaine depuis leurs coups d'État respectifs, en août 2020, janvier 2022 et juillet 2023. En vertu de l'article 30 de l'Acte constitutif et de l'article 25 de la Charte africaine de la démocratie, cette suspension les exclut des sommets, des votes, des comités spécialisés et de la prise de décision au sein de toutes les instances continentales. Elle leur interdit de siéger aux organes consultatifs, de prendre part aux décisions collectives et d'influencer les politiques communes, ce qui constitue un isolement institutionnel

complet. De même qu'elle entraîne aussi la suspension de certaines aides techniques, bien que l'UA n'ait pas imposé de sanctions économiques, laissant ce rôle à la CEDEAO. Ces décisions, confirmées à plusieurs reprises par le Conseil de paix et de sécurité, resteront en vigueur tant qu'un calendrier consensuel de retour à l'ordre constitutionnel ne sera pas annoncé. L'annonce par les autorités de l'AES d'une prolongation des transitions jusqu'en 2029 au moins rend cette suspension plus problématique. Conçue comme transitoire, elle devient durable, sans disposition claire dans les textes pour résoudre une telle im-

pas. Cette situation prolonge leur mise à l'écart diplomatique, fragilise leur accès à des fonds africains pour des programmes climatiques, économiques, de santé publique ou de sécurité et marginalise leur voix dans les grands débats africains. Elle compromet également leur participation aux initiatives régionales de réponse aux crises humanitaires et à la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Sur le terrain, les trois pays continuent pourtant de participer aux missions de maintien de la paix, sans peser dans les orientations politiques de l'organisation.

Dans ce contexte, le Président de la Commission de l'UA a nommé le 17 juillet 2025 Évariste Ndayishimiye comme envoyé spécial pour le Sahel. Sa mission est d'intensifier le dialogue direct avec les autorités sahéliennes, d'y associer la société civile et de rappeler les engagements contenus dans les instruments juridiques. Sa nomination, saluée par certains États membres comme un geste d'ouverture, a été accueillie avec réserve par les dirigeants de l'AES, déterminés à poursuivre leur trajectoire malgré l'isolement institutionnel. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

COP 30 DE BELÉM : ENTRE INCERTITUDES LOGISTIQUES ET CRITIQUES SOCIALES

La tenue de la 30ème Conférence des Parties (COP 30) à Belém, au Brésil, en octobre prochain, suscite des inquiétudes grandissantes. Prévue dans cette ville amazonienne pour marquer un symbole fort de la lutte climatique, elle se heurte à une crise du logement sans précédent. Selon les premières estimations, les rares chambres d'hôtels disponibles atteignent déjà des tarifs exorbitants, jusqu'à 4 000 euros la nuitée au Radisson, alors que deux bateaux de croisière ont été affrétés pour loger des participants à des prix plus accessibles, autour de 100 euros la nuitée. Critiquée comme une « COP des élites », la conférence semble inaccessible à de nombreux militants, bien loin de l'esprit de « COP des peuples » proclamé. En 2019, Jair Bolsonaro avait déjà annulé l'organisation d'une COP au Brésil au profit de l'Espagne. Les vols nécessaires, estimés à une centaine, pour rejoindre cette zone reculée à partir de Rio ou de Sao Paulo pourraient générer jusqu'à 120 000 tonnes de CO2, interrogeant la cohérence écologique d'un sommet censé défendre le climat. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

BOUREM - BAMBA : LA SEMAINE LOCALE LANCÉE

La Semaine locale des cercles de Bourem et Bamba a été lancée ce 21 juillet 2025 au stade municipal de Bourem. Selon Studio Tamani, quatre communes de ce cercle de la région de Gao (Bourem, Taboye, Bamba et Témera), prennent part à cette compétition. Dans des prestations variées, elles ont appelé à la cohésion sociale, rappelé leur appartenance à l'AES et leur soutien aux autorités de la 4ème République. La première troupe entrée en compétition est celle de Bourem, qui s'est produite dans six disciplines dont le solo de chant, le chœur, la pièce de théâtre, le poème et la danse traditionnelle. Ce 22 juillet 2025, elle a également organisé une exposition d'objets destinés à valoriser le savoir-faire de la localité. L'objectif de cette manifestation est de participer à une dynamique des territoires avec les expressions artistiques, culturelles et économiques, comme souhaité à l'occasion de cette année dédiée à la Culture. ■

États-Unis Washington tourne de nouveau le dos à l'UNESCO

Les États-Unis ont annoncé le mardi 22 juillet 2025 leur retrait de l'UNESCO, effectif au 31 décembre 2026, invoquant un prétendu biais anti-Israël, une orientation jugée trop idéologique et la montée en influence de la Chine. Washington, fondateur de l'organisation en 1945, contribue actuellement à 8% du budget de l'UNESCO, soit environ 150 millions de dollars par an, selon les données officielles. Sous l'administration Trump initiale, ces versements atteignaient 22%, mais avaient chuté en 2025. Il s'agit de la troisième sortie américaine de l'organisation : la première en 1984 (Reagan), la seconde en 2018 (Trump), avec un retour en 2003 (Bush) et en 2023

(Biden). Ce retrait s'inscrit dans la stratégie « America First » de remise en cause des institutions multilatérales, avec les retraits de l'Accord de Paris et de l'OMS. La Directrice générale, Audrey Azoulay, a exprimé ses regrets, tout en soulignant que l'UNESCO resterait opérationnelle grâce à une diversification des financements. Car ce retrait pose la question de la résilience financière et politique de l'organisation. Bien que la perte de 8% du financement soit moins sévère qu'en 2018, elle reflète une volonté répétée de Washington de s'effacer des institutions universelles, renforçant le rôle grandissant d'acteurs comme la Chine dans la gouvernance culturelle et scientifique. ■ **M.D**

AFROBASKET FÉMININ 2025 : LES AIGLES DAMES PRÊTES POUR LE TOURNOI CONTINENTAL

À quelques jours du début de l'Afrobasket féminin 2025, prévu du 26 juillet au 3 août à Abidjan, les Aigles Dames du Mali affichent une préparation sérieuse et des résultats encourageants.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles Dames sont en quête d'un nouveau sacre continental depuis 2007.

Les Aigles Dames sont arrivées à Abidjan le vendredi 18 juillet pour entamer la dernière phase de préparation avant l'Afrobasket féminin 2025, qui se déroulera à Treichville. Après une première phase de préparation débutée

à Bamako depuis le 15 juin et axée sur des entraînements intenses et l'élaboration de plans de jeu, l'équipe nationale féminine a rejoint la Côte d'Ivoire avec un groupe de 14 joueuses déterminées à briller.

Des victoires prometteuses Dès leur arrivée en Côte d'Ivoire, les Aigles Dames ont enchaîné les séances d'entraînement, avant de livrer deux matchs amicaux très prometteurs. Elles ont d'abord dominé l'équipe féminine du pays hôte sur le score net de 70 à 52 lors d'une rencontre disputée dimanche. Puis elles ont confirmé leur montée en puissance en s'imposant lundi face au Sénégal, l'un des géants du basket africain, sur le score de 77 à 69. Ces succès témoignent de la dynamique positive qui règne au sein du groupe.

Un staff renforcé Autre élément majeur de cette préparation : l'intégration du technicien espagnol Joaquin Brizuela au staff. Celui qui avait mené le Mali au titre de Vice-champion d'Afrique en 2021 fait son retour aux côtés du sélectionneur Oumarou Sidiya Maïga, à l'initiative de ce dernier et en accord avec la Fédération malienne de basketball. Sa présence apporte un soutien technique précieux et permet d'affiner les choix tactiques, dans l'espoir de décrocher un nouveau sacre continental après celui de 2007. Pour cette édition 2025, le Mali évoluera dans le groupe B, aux côtés du Soudan du Sud et du Cameroun. Les Aigles Dames débiteront la compétition le 26 juillet face au Soudan du Sud, avant de croiser le Cameroun le 28 juillet. Troisièmes lors de la précédente édition en 2023, elles nourrissent cette fois-ci de grandes ambitions, visant à monter sur la plus haute marche du podium à Abidjan. ■

Montée en Ligue 1 Pro Démarrage du tournoi

La compétition a démarré le 19 juillet dernier, avec les affiches de la première journée du groupe A. Derby Académie de Bamako s'est largement imposé devant le FC Elwidji de Kidal, sur un score de 5-0, tandis qu'ATS de Koro a écarté Tombouctou FC sur le score de 7-1. Lors de la 2^{ème} journée, disputée le 22 juillet, Derby Académie de Bamako a enchaîné avec une seconde victoire 2-0 face à ATS de Koro et le CF Balanzan s'est contenté d'un match nul 2-2 face au FC Elwidji de Kidal. Le groupe B est entré en lice le même jour, avec les victoires de Sonni AC de Gao et du FC Malikoura de Koulikoro, devant l'AS Kayes (3-1) et l'AS Douanes de Sikasso (1-0). La 2^{ème} journée du groupe B est prévue ce vendredi 25 juillet. L'AS Kayes sera opposé au FC Malikoura, tandis que Sonni AC de Gao va en découdre avec l'AS Douanes de Sikasso. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

Mahamoud Barry a effectué ses premiers pas avec l'équipe première de Villarreal CF lors d'un match amical de pré-saison disputé le 22 juillet 2025 contre le FC St Gallen (2-2). Titularisé lors de ce baptême du feu, le jeune ailier malien de 19 ans a livré une prestation encourageante.

Accusé d'avoir participé à des paris truqués, le gardien de l'Udinese, **Maduka Okoye**, a été suspendu deux mois le 22 juillet 2025 par le tribunal fédéral italien. Le Nigérian avait volontairement pris un carton jaune lors d'un match de Serie A contre la Lazio en mars 2024.

HOMMAGE À ZANKÈ : CÉLÉBRER SON HÉRITAGE THÉÂTRAL À SA JUSTE VALEUR

Lassine Coulibaly, plus connu sous le sobriquet de Zankè, était un artiste comédien malien, décédé le 25 juillet 2000. Pour honorer sa mémoire, son fils unique, lui-même comédien, organise une soirée-spectacle ce 25 juillet 2025. Cette manifestation, qui en est à sa deuxième édition, met en lumière la contribution de cet acteur emblématique au théâtre malien.

FATOUMATA MAGUIRAGA



25 ans après son décès, un hommage sera rendu à Zankè le 25 juillet 2025.

L'objectif de cet événement est d'honorer la mémoire de Zankè et de ses compagnons de scène », explique Aliou Badra Coulibaly, alias Zankè Dian, initiateur de la soirée et fils unique du comédien. Pour des personnalités disparues ou marginalisées, cet hommage se veut un cri du cœur pour faire revivre des talents qui ont marqué la scène publique durant des années. C'est à la fois un geste de reconnaissance pour le travail accompli et un appel à la prise

de conscience, estime un acteur du domaine. Selon lui, les artistes doivent désormais pouvoir vivre de leur art, plutôt que de lancer « des SOS » pour survivre. Zankè formait avec Amadi, son compère sur scène, un duo qui, à travers l'humour, transmettait des messages forts et des valeurs profondément ancrées dans la société. Il n'est donc pas normal d'oublier « aussi vite » ceux qui « se sont sacrifiés pour ce pays », ajoute Aliou Badra Coulibaly.

INFO PEOPLE

BABANI KONÉ, MARIAM BAH ET BINGUINI BAGAGA SOUS MANDAT DE DÉPÔT

Selon des sources concordantes, les artistes maliennes Babani Koné, Mariam Bah et Binguini Bagaga ont été placées ce mardi 22 juillet 2025 sous mandat de dépôt par le Procureur du Pôle national anti-cybercriminalité. Elles sont poursuivies pour « injures réciproques » et « atteinte aux mœurs », à la suite d'une série de querelles enflammées sur les réseaux sociaux, mêlant insultes, accusations et vidéos devenues virales. Ces différends avaient déjà conduit à leur convocation le 9 juillet par la brigade spécialisée. Le procès est prévu pour le 4 septembre prochain. Cette affaire relance le débat sur la responsabilité des personnalités face aux dérives numériques et la protection de la dignité sur les plateformes.

MS2 AU CICB : LE DUO RAP EN-FLAMME BAMAKO

Le groupe MS2 (Menace to Society 2) s'apprête à faire vibrer Bamako ce 26 juillet 2025, de 14 h à 22 h, sur l'esplanade du CICB, après un précédent concert annulé fin juin. Après l'interruption de la prestation prévue le 28 juin, cette nouvelle date s'annonce déterminante pour le duo. Avec ses textes engagés et son énergie scénique, MS2 confirme sa place de fer de lance du rap malien. Les billets seront à 3 000 francs CFA, une offre accessible au public friand de culture urbaine. Ce concert représente une belle opportunité de découvrir ou de redécouvrir l'univers musical du duo et de soutenir une scène locale en pleine effervescence.

Contribution à la cohésion Pour la première édition, en 2024, l'initiateur avait écrit et interprété une pièce intitulée « La résurrection de Zankè ». Un one-man-show dans lequel l'acteur incarnait son propre père pour délivrer au public un message sur la culture et la société. Cette pièce tenait aussi lieu d'autobiographie, puisqu'il y racontait son parcours d'orphelin « de père et de mère ». Un moment empreint « d'émotion et de crainte », ajoute-t-il. Cette année, c'est une pièce collective, interprétée avec ses camarades et intitulée « La jalousie », qui sera présentée. En plus de cette œuvre, la soirée sera rythmée par la projection d'images d'archives, d'anciennes vidéos, ainsi que par des témoignages d'anciens collègues ayant travaillé avec Zankè. Des prestations d'artistes et une remise de trophées viendront distinguer ceux qui soutiennent et accompagnent la manifestation.

La deuxième édition bénéficie également du soutien de grandes figures du théâtre, comme Habib Dembélé, Guimba national. Cette célébration a surtout pour vocation de faire passer un message indiquant que le pays ne doit pas ignorer ses artistes, qu'ils soient vivants ou disparus. C'est aussi une manière d'encourager la cohésion sociale et l'entente. Car, conclut son initiateur, c'est « ensemble que nous pourrions surmonter les épreuves ». ■

Journal du Mali
L'Hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journalumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journalumali.com
contact@journalumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

